



- Pour vous abonner**
- Nous contacter**
- ▶ **Téléchargements**
- ▶ **Anciens numéros**
- ▶ **Alertes/Avis (29 juillet)**
 - **Checkpoint**
 - **Cisco, Microsoft ...**
- ▶ **COMMANDER L'ENQUETE 2004-2005**
- ▶ **Contacts : Cyber-Risques et Intelligence économique**
- ▶ **CLUB VIP NetCost-Security.com**
- ▶ **OBSERVATOIRE EUROPEEN DE LA CONFIANCE / Netcost&Security**
- ▶ **EVENEMENTS CYBER-RISQUES 2004 - 2005**

OFFRE EXCEPTIONNELLE, L'ENQUETE 2004-2005 VIENT DE PARAITRE, POUR LES 50 PREMIERES COMMANDES, UN ABONNEMENT D'UN AN (40 n°) A NETCOST&SECURITY EST OFFERT soit 750 euros économisés !

Cliquez [lire un extrait](#) ? ou [commander sur ce site](#) ?

▶ **L'ESSENTIEL de l'actualité Cyber-Risk en avril 2004**

Etude IDC sur le marché français des ventes de micro-ordinateurs: un poste sur trois est un portable

(voir document en pièce jointe en bas de l'article)

Selon Jean-Philippe Bouchard, senior consultant qui a supervisé l'étude, la mobilité en entreprise n'est pas encore concrètement visible dans les investissements de postes de travail. Ces investissements ne sont pas aussi considérables que ce que l'on attendait. La France est toujours encore en retard par rapport à d'autres pays européens en raison des contraintes économiques qui ne favorisent pas la souplesse dans les investissements. Le second trimestre Q2 ne sera pas meilleur. HP tire son épingle.

Menée par Netegrity auprès d'une centaine de directeurs informatiques et de directeurs de projet d'entreprises mondiales, cette étude révèle que les sociétés choisissent des solutions sécurisées de gestion des identités afin de faciliter leur mise en conformité. Cette étude souligne l'engagement de Netegrity à éduquer le marché sur des problématiques liées à la sécurisation des systèmes d'informations et à l'utilisation de solutions de gestion des identités et des accès.

La loi Sarbanes-Oxley : rétablir la confiance des investisseurs dans le marché

Face aux différents scandales financiers qui ont eu lieu en 2001 aux Etats-Unis, le congrès américain a voté, en juillet 2002, la loi Sarbanes-Oxley. Cette loi implique que les sociétés cotées aux Etats-Unis certifient leurs comptes auprès de l'organisme de régulation des marchés financiers américains, la Securities and Exchanges Commission (SEC).

La loi Sarbanes-Oxley est basée sur trois grands principes : l'exactitude et l'accessibilité de l'information, la responsabilité des gestionnaires et l'indépendance des vérificateurs et des auditeurs. Afin de se conformer aux nouvelles réglementations établies par cette loi, les entreprises doivent mettre en place de nouveaux procédés, ce qui implique d'étendre leurs systèmes d'informations et de renforcer leurs systèmes de sécurité, notamment dans le domaine de la gestion des identités et des accès.

Les résultats de l'étude : la mise en place de solutions de gestion des identités et des accès

La loi Sarbanes-Oxley a rapidement été mise en vigueur et les entreprises ont dû faire face aux exigences qu'elle engendre. Selon les résultats de l'étude, 37 % des entreprises ne savent pas à quels stades elles en sont dans l'implémentation du processus de mise en conformité, tandis que 28 % mènent actuellement une analyse pour connaître quels peuvent être les manques de l'entreprise dans ce domaine.

Environ 75 % des personnes interrogées pensent que les logiciels joueront un rôle



<http://www.rssi-pilote.fr/site.html>

COMPRENDRE ET RÉUSSIR



essentiel pour aider leur entreprise à se conformer aux nouvelles règles, 60 % d'entre elles utilisant des solutions de gestion des identités. Ajoutées à ces solutions de gestion des identités, 50 % des personnes interrogées utiliseront la gestion des documents et des archives, et 43 % des solutions de gestion des procédés commerciaux.

De plus, cette étude montre également que :

€64 % des personnes interrogées déclarent avoir mis en place une équipe transverse à la gestion des risques fonctionnels pour répondre à ces problématiques de conformité.

€Les départements en charge du budget alloué pour entrer en conformité avec les nouvelles réglementations varient selon les entreprises : dans 39 % des cas, les dirigeants informatiques contrôlent le budget, alors que 37 % des entreprises le confient à un autre département.

€En termes de budget, 37 % des entreprises ont un budget destiné aux efforts de conformité, tandis que 39 % n'ont pas mis en place de budget séparé.

" Les solutions de gestion des identités et des accès permettent aux entreprises d'améliorer le contrôle des systèmes informatiques critiques en gérant les utilisateurs et leurs droits d'accès, " déclare Didier Schreiber, Directeur Marketing Europe du Sud de Netegrity. " Ces solutions aident également les sociétés à se conformer plus aisément aux nouvelles réglementations en offrant un contrôle plus précis des accès utilisateurs aux informations sensibles de l'infrastructure informatique. Les entreprises ont également la possibilité de mettre en place un protocole d'audit, facilitant ainsi la conformité aux données de réglementations financières et privées. "

[le site NETEGRITY](#)

- Introduite en octobre 2001 par Microsoft, puis modifiée en avril 2002 par le trio Microsoft, IBM et Verisign, cette spécification a été soumise à l'OASIS en juillet 2002. Moins de deux années après la formation du comité technique et l'arrivée de nombreux autres participants, dont Sun Microsystems, voici donc la pierre angulaire des futures applications basées sur l'échange de messages XML arrivée à maturité.

[le site XMLfr.org](#)

- Plus d'un million de contribuables ont déclaré leurs revenus par internet cette année, dépassant ainsi l'objectif fixé, s'est félicité mardi le ministère de l'Economie et des Finances dans un communiqué.

"En avance sur le calendrier prévu, le millionième télédéclarant a été enregistré sur le portail fiscal www.impots.gouv.fr. L'objectif fixé cette année est donc dépassé", note Bercy, en rappelant qu'"en 2003, 601.025 contribuables avaient déclaré" leurs revenus par internet.

[ABONNEMENT](#)

Sagem a acquis, officiellement le 6 avril e-Software, implantée à Valenciennes et spécialisée dans les logiciels de contrôle d'accès.

Le montant de la transaction n'a pas été dévoilé. e-Software édite, sous la marque Xelios, une gamme de logiciels qui s'appuie principalement sur l'utilisation de technologies biométriques, selon Sagem. Ces logiciels permettent de simplifier l'administration des mots de passe nécessaires à la gestion sécurisée des applications et accès aux réseaux d'entreprises ainsi qu'aux sites web.

Bras de fer Microsoft / communauté européenne

Pas d'accord en vue entre la CE et Microsoft sur le "cumul" des soft Microsoft au sein d'une même plate-forme. Outre une forte amende, Microsoft devra ouvrir en Europe Windows à la concurrence et retirer Media Player de son système d'exploitation. Microsoft, attend une décision négative de la Commission européenne la semaine prochaine. conseiller juridique de la firme, Brad Smith. a annoncé que Microsoft fera appel de cette décision repoussant ainsi leurs applications. "Je suis venu dire ici qu'une solution n'a pas été possible sur le cas Microsoft et de ce fait les négociations avec Microsoft sont closes, faute d'avoir pu trouver un compromis", a

déclaré le commissaire européen à la concurrence, Mario Monti (Photo), en ajoutant " j'ai dû décider ce qui était le meilleur pour la concurrence et les consommateurs en Europe. Je crois qu'ils seront mieux servis par une décision qui crée un fort précédent". Face aux exigences de Bruxelles, Microsoft aurait proposé d'exiger des constructeurs pré-installant son système d'exploitation Windows XP sur leurs machines qu'ils les équiperent aussi de deux logiciels concurrents de Media Player.

La Commission a promis de rendre sa décision sur ce dossier le 24 mars. Elle a déjà reçu le soutien des experts nationaux des quinze membres actuels de l'Union.

Le PDG de Microsoft, Steve Ballmer, a lui-même participé aux négociations ces trois derniers jours avec son conseiller juridique, Brad Smith.

Le point de vue du new-York Times:

<http://www.nytimes.com/2004/03/19/technology/19SOFT.html>

'ICANN (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers), organisation à but non lucratif chargé de réguler le fonctionnement et les bonnes pratiques d'Internet s'était opposée en 2003 (lire NetCost&security HEBDO 157) au site de "récupération" des erreurs URL mis en place par VeriSign. Ce dernier vient de porter plainte contre l'ICANN le 2 mars en l'accusant de violer la loi antitrust. Verisign tient à relancer son "site Finder" qui remplace la fameuse page "erreur 404" et permet une lucrative récupération d'informations à moindre frais. Les enjeux sont de taille car c'est bien l'outil Internet qui subitement dépendrait du bon vouloir d'une organisation privée, en l'occurrence VeriSign.

SecuServe offre des services de messagerie sécurisée externalisés. Avantage de la solution : l'empilement de couches de contrôles avec plusieurs moteurs de détections de vers et spams et des rapports synthétiques pour établir des statistiques. Le service e-Secure mail proposé en partenariat avec Clearswift (<http://www.clearswift.com>) coûte entre 2 et 3 euros (en fonction du niveau de services demandé) par utilisateur et par mois. Les fondateurs Stéphane Bouché et Philippe Rèbre déclarent réaliser une croissance de 20% par mois en visant spécifiquement le segment de marché PME/PMI

-Microsoft a annoncé jeudi 19 février le lancement fin 2004 d'une mise à jour de Windows XP (XP reloaded).

Réponse à Linux ? réaction face aux codes dévoilés sur le Net ? coup de pub ou mise à jour technologique à l'image de Windows 98 Second Edition ?

Trop tôt pour avancer des analyses. On sait seulement que cette version intégrera Service Pack 2 de Windows XP qui devrait sortir prochainement.

Les données privées de 4,5 millions de comptes Yahoo!étaient en libre accès

TOKYO-Le groupe Softbank a reconnu être à l'origine d'une fuite qui a dévoilé les données personnelles de plusieurs millions d'abonnés du premier FAI haut débit au Japonais, Yahoo Broadband. Il va verser un peu plus de 36 millions de dollars de dédommagement.

Softbank, qui forme avec Yahoo! une coentreprise de fournisseur d'accès internet (FAI) au Japon, Yahoo Broadband, n'avait pas pris les mesures de sécurité suffisantes, pour protéger des données personnelles de ses abonnés haut débit. Les noms, adresses postales et électroniques ainsi que les numéros de téléphones de ces clients étaient trop facilement accessibles.

Softbank se dit avoir été victime d'une tentative d'extorsion de fonds, a finalement reconnu que 4,52 millions de comptes étaient accessibles.

(source Asienews)

(rédaction NetCost&security 26/04/2004)



■ **Réagir**

■ **Version imprimable**

<< Retour

Veille | Analyses | Tribunes | Entretiens | Benchmarks | Communiqués de presse
Sommet | Accueil

Copyright © - 2004 Netcost&Security